Le Groupe universitaire messin de recherche archéologique (GUMRA) et la naissance de l'archéologie préventive à Metz (1978-1992)

Julien Trapp

▶ **To cite this version:**

Julien Trapp. Le Groupe universitaire messin de recherche archéologique (GUMRA) et la naissance de l'archéologie préventive à Metz (1978-1992). Les cahiers lorrains : organe des sociétés littéraires et scientifiques de Metz et de la Moselle, 2019, 3-4, pp.40-51. hal-03288803

HAL Id: hal-03288803
https://hal.univ-lorraine.fr/hal-03288803

Submitted on 21 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Les Cahiers lorrains

2019 . n° 3-4

Société d'Histoire & d'Archéologie de la Lorraine — Revue de recherches régionales

Depuis 1922

JULIEN TRAPP

Le Groupe universitaire messin de recherche archéologique (GUMRA) et la naissance de l'archéologie préventive à Metz (1978-1992)

À la fin des années 1970, l'archéologie lorraine est toujours une archéologie bénévole. À Metz, la destruction de quartiers entiers (Saint-Ferroy, Pontiffroy…) en lien avec la rénovation urbaine des années soixante a marqué les esprits des défenseurs du patrimoine. Des initiatives individuelles permettent toutefois la sauvegarde de quelques traces du passé. À Metz, Gérald Collot, directeur des musées de Metz depuis 1957, exerce avec quelques collaborateurs une surveillance sporadique des chantiers qui s'ouvrent dans la ville, en relation avec Jean-Jacques Hatt, directeur des antiquités historiques d'Alsace-Moselle. Jusqu'en 1965, ce dernier mène plusieurs campagnes de fouille dite « de sauvetage », en déposant systématiquement le mobilier archéologique au musée.
À cette date, la Moselle est rattachée logiquement à la 8e circonscription des antiquités de Lorraine. Son directeur, Roger Billoret (1965-1977), délaisse cependant les problèmes en lien avec les chantiers urbains. Il charge les correspondants messins de la direction des antiquités, Gérald Collot, puis Jean-Étienne Biehler en 1969, de les surveiller. On doit à ce dernier d'être intervenu lors de la découverte de la mosaïque « aux gladiateurs » sous la place Coislin (1969)[1] et celle de la mosaïque « aux oiseaux » de la rue Maurice-Barrès (1970)[2].
Mais les travaux d'urbanisme ne cessent de s'amplifier. En 1974, la destruction de thermes antiques conduit au scandale archéologique de l'îlot Saint-Jacques qui a un retentissement au niveau national. La situation devient critique devant l'inaction et le manque de moyens de la direction des antiquités historiques de Lorraine.

UNE RÉORGANISATION NÉCESSAIRE DES SERVICES DE L'ÉTAT (1976-1979)

Une direction des antiquités historiques toujours embryonnaire

En 1976 est mise en place, à Metz, la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Lorraine, l'administration déconcentrée du ministère des affaires culturelles au niveau régional[3]. Elle est divisée en plusieurs services, dont les deux directions des antiquités (historiques et préhistoriques). Celles-ci délivrent des autorisations de « sauvetage urgent » et instruisent les dossiers de demande de « fouille programmée » et de « sauvetage programmé »[4]. Cependant la direction des antiquités historiques reste installée à la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Nancy, puisque les deux derniers directeurs sont des universitaires exerçant dans

1 – Billoret (René), « Informations archéologiques », dans *Gallia*, 28.2 (1970), Metz, p. 300.
2 – Biehler (Jean-Étienne), « Découverte d'une mosaïque polychrome, rue Maurice Barrès à Metz », dans *Les Cahiers lorrains*, 1972-2, p. 35-41.
3 – Thouveron (Yves), « La direction régionale des affaires culturelles de Lorraine », dans *Les Cahiers lorrains*, 1980-1, p. 19-21.

1 - Relevé d'une stratigraphie d'époque romaine, de 4,50 m d'épaisseur par deux bénévoles (sauvetage urgent de l'église Saint-Livier, Metz-Pontiffroy, 1978). © Coll. GUMRA.

cet établissement. Succédant à Roger Billoret, maître-assistant de latin, Yves Burnand, historien et chargé d'enseignement[5] d'Antiquité nationale à l'université de Nancy, prend sa direction en 1977. Y. Burnand souhaite mettre de l'ordre sur le plan administratif en imposant des autorisations de fouilles officielles écrites et l'envoi d'un rapport scientifique et financier à la fin de chaque opération. Directeur « indemnitaire », il garde ses fonctions professionnelles à l'université et exerce donc son activité archéologique à temps partiel avec très peu de personnel – un technicien de fouille et une secrétaire à mi-temps – et selon une conception très administrative de sa fonction. Il est aidé par un réseau de correspondants départementaux bénévoles qui assurent la surveillance du patrimoine archéologique.

La création de l'antenne archéologique de Metz

En l'absence de moyens de l'État, mais dans le but de structurer l'archéologie lorraine, Y. Burnand prévoit en 1978 d'implanter onze antennes archéologiques en Lorraine, dont quatre en Moselle : à Metz, Marsal, Sarrebourg et Thionville. Baptisées officiellement « centres de documentation d'archéologie historique », elles sont installées au sein d'un musée ou d'une bibliothèque. Il s'agit avant tout de lieux d'animation et de recherche financés par les départements. L'antenne de Metz, aménagée en 1979 dans les locaux de la DRAC, est la première à fonctionner. Sa responsabilité – exercée bénévolement comme pour les autres antennes – est confiée à Claude Lefebvre[6], récemment nommé par le préfet correspondant de la direction des antiquités historiques de Lorraine pour la région messine.

LA (RE)NAISSANCE D'UNE ARCHÉOLOGIE DE SAUVETAGE À METZ (1978-1980) ET LA CRÉATION DU GUMRA

À l'origine, un club d'archéologie

Possédant un diplôme d'archéologie de l'université de Nancy, C. Lefebvre hérite de la charge du club d'archéologie peu après sa nomination en 1972 au lycée Robert-Schuman de Metz, succédant à Jean-Étienne Biehler et à Marcel Ticheur. Les membres du club participent à des chantiers d'été hors de Lorraine, mais en 1974 l'occasion leur est donnée d'intervenir sur le site de l'îlot Saint-Jacques, à Metz, peu de temps avant sa destruction. Cet événement fait prendre conscience au responsable de la nécessité de participer aux opérations de sauvetage des sites menacés, à Metz en particulier. En effet, hormis les tentatives désespérées de l'archéologue Gérard Schlémaire pour suivre, souvent seul, les destructions du quartier du Pontiffroy entre 1972 et 1976[7] avec le seul accord tacite du directeur du musée de Metz, Gérald

4 – Une fouille programmée s'inscrit dans la programmation scientifique du ministère de la culture qui autorise et contrôle les opérations : sans caractère d'urgence, elle se déroule sur le moyen ou le long terme. Un sauvetage programmé est une fouille préventive de durée limitée qui s'inscrit, par exemple, dans le planning d'un chantier d'urbanisme.

5 – Titre universitaire équivalent à celui de maître de conférences aujourd'hui.

6 – Nous tenons à remercier chaleureusement Claude Lefebvre, ainsi que Philippe Brunella, pour leurs témoignages qui ont permis de mieux appréhender les archives et l'histoire du GUMRA.

7 – Schlémaire (Gérard), « Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1973. Cave S. 1 », dans *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, 74 (1974), p. 19-27 ; « Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1974. Bâtiments S. 2 et S. 3 », dans *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, 76 (1976), p. 37-59 ; « Fouilles de sauvetage au Pontiffroy à Metz en 1976. Sites S. 4 à S. 11 », dans *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, 78 (1978), p. 41-63.

Collot, les travaux d'urbanisme n'étaient plus guère suivis officiellement : l'archéologie messine était sinistrée.

En 1977, le club d'archéologie conduit ses premières opérations de sauvetage urgent à Dugny-sur-Meuse (nécropole mérovingienne), ainsi qu'à Metz lors du dégagement des vestiges de l'église Saint-Livier (fig. 1) et sur une opération immobilière rue Dupont-des-Loges. Dans ce cas précis, la direction des antiquités, tardivement informée de la découverte d'un hypocauste, demande à son correspondant messin, assisté de Philippe Brunella, d'intervenir d'urgence[8].

Malheureusement, une grande partie du site a déjà été détruite par les engins de chantier et seules des coupes stratigraphiques sont relevées. Afin de ne plus être confronté à ces problèmes, il devient urgent pour les archéologues de créer une structure permettant d'intervenir en amont.

La création d'une association pour intervenir en urgence sur tout site menacé

À Metz, C. Lefebvre, en tant que correspondant de la direction des antiquités historiques, envisage avec P. Brunella de créer une association afin d'obtenir les moyens logistiques d'une véritable politique de « sauvetage urgent », comme on l'observe dans plusieurs des villes françaises touchées par les travaux urbains[9]. L'assemblée générale constitutive se tient à Metz le 16 décembre 1978. Les statuts prévoient quatre membres de droit issus des institutions culturelles régionales concernées par l'archéologie : Yves Burnand, directeur des antiquités historiques de la région Lorraine (absent), Jeanne-Marie Demarolle, maîtresse-assistante en histoire ancienne de l'université de Metz, François-Yves Le Moigne, président de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine et maître-assistant à la même université de Metz, lui en histoire moderne, ainsi que Gérald Collot, directeur des musées de Metz[10].

Si tous les participants s'accordent sur les objectifs, les deux universitaires messins n'acceptent toutefois pas l'appellation suggérée par Y. Burnand pour l'association – « section messine du Groupe universitaire lorrain d'Antiquité nationale » – qui ferait de cette dernière le simple prolongement d'un organisme créé et dirigé par un professeur de l'université de Nancy. Il est décidé alors, à l'unanimité, que l'association s'appellerait « Groupe universitaire messin de recherche archéologique » (GUMRA)[11].

La mise en place d'une politique de sauvetage urgent

Le fondateur de l'association fait paraître en 1980 dans les *Cahiers lorrains* un plaidoyer pour une intervention officielle et rapide sur tout site menacé avec des moyens matériels suffisants et un environnement scientifique[12]. La sensibilisation du public et la formation des personnes sont également un objectif majeur de l'association.

Les adhérents du GUMRA, de jeunes adultes majoritairement, suivent, dans le cadre de l'antenne messine installée à la DRAC, une initiation à l'histoire de l'Antiquité, au latin, aux méthodes de l'archéologie et effectuent le traitement du produit des fouilles (lavage, marquage, dessin, photographie du mobilier archéologique issu des fouilles, mise au net des plans et coupes, etc.) en vue de l'élaboration de rapports et de publications. Sept fouilles de sauvetage urgent, ainsi que treize surveillances de travaux et prospections dans

8 – Heckenbenner (Dominique) et Lefebvre (Claude), « Un secteur d'habitat antique rue Dupont des Loges à Metz », dans *Revue archéologique de l'Est*, 35 (1984), p. 150-158.

9 – C'est le cas, par exemple, à Reims, à Rouen et à Narbonne.

10 – Un cinquième membre droit fut créé en 1980 pour l'architecte des Bâtiments de France, Madame Nadia Devinoy.

11 – Le GUMRA est inscrit au registre des associations le 30 janvier 1979. Les informations concernant l'histoire du GUMRA sont pour l'essentiel issues des archives de l'association (conservées au siège actuel de l'association, 11 place de l'Église 57160 Châtel-Saint-Germain) et des témoignages de ses anciens membres.

12 – Lefebvre (Claude), « Peut-on encore faire des fouilles archéologiques aujourd'hui ? Huit fouilles de sauvetage et la création du Groupe universitaire messin de recherche archéologique. Plaidoyer pour une intervention rapide sur les sites menacés », dans *Les Cahiers lorrains*, 1980-1, p. 2-6.

le Pays messin et en Moselle sont réalisées entre 1978 et l'année 1980 qui marque le début d'une nouvelle étape pour le GUMRA[13].
À cette date, le GUMRA reçoit le premier prix du concours du Patrimoine organisé par le ministère de la culture, le journal *Le Républicain lorrain* et FR3 à l'occasion de l'année du Patrimoine ainsi que le premier prix du Lion's Club pour la région messine.

Le tournant des années 1980

Au niveau national, le colloque international d'archéologie urbaine de Tours en novembre 1980 constitue une prise de conscience plus nette de la nécessité de mettre en place une archéologie de la ville avec des méthodes spécifiques dans un cadre professionnel. La ville n'est plus seulement le simple lieu où se déroulent des fouilles sans lien entre elles, mais elle constitue l'objet même de son étude.
Face à l'érosion rapide du patrimoine archéologique urbain[14], il est nécessaire de constituer une « carte archéologique », c'est-à-dire un inventaire devant permettre d'évaluer et de cartographier le potentiel archéologique urbain à étudier voire à préserver. En parallèle, la concertation nécessaire entre archéologues et aménageurs doit se traduire, avant l'ouverture d'un chantier, par une convention définissant les modalités de l'intervention archéologique préventive (durée, moyens, financement). La prise en compte de la contrainte archéologique en amont du chantier et son intégration dans le planning des travaux évitent les conflits et permettent l'étude du sous-sol avant sa destruction.
La direction des antiquités historiques de Lorraine est représentée à ce colloque par C. Lefebvre, car Y. Burnand et G. Collot ont proposé, sans être présents, un texte sur l'état de l'archéologie à Metz destiné aux actes du colloque. À son retour de Tours, l'archéologue messin a bien conscience qu'une simple politique de sauvetage urgent par des équipes bénévoles n'est qu'un palliatif et que la solution consiste dans la mise en place d'une véritable archéologie urbaine professionnelle.

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE METTRE EN ŒUVRE L'ARCHÉOLOGIE (1980-1983)

Le fonctionnement de l'antenne messine

Voulant faire de l'antenne messine de la direction des antiquités historiques un pôle embryonnaire d'archéologie urbaine, C. Lefebvre, qui a installé le GUMRA dans les vastes locaux de l'antenne au niveau supérieur de la DRAC, organise chaque semaine, une réunion à laquelle assistent une dizaine de membres actifs, majoritairement des lycéens, des étudiants et quelques enseignants. Elle permet de faire circuler les informations, de planifier le travail et les surveillances des opérations en cours, d'élaborer des projets et de débattre. Avec les réunions de formation et celles consacrées à l'étude des données de fouille, l'antenne s'anime, grâce au GUMRA, au moins deux fois par semaine, en général le soir entre 17 h et minuit.
De toutes les antennes créées en Lorraine, celle de Metz est la seule à avoir fonctionné de façon régulière et soutenue.
Les ressources financières de l'association sont assurées par des subventions octroyées par la ville de Metz et le département de la Moselle, mais aussi grâce aux dons et au produit des conférences données par ses responsables. Elle peut ainsi acquérir deux véhicules, des appareils de relevé (topographiques et photographiques) et un équipement de fouille complet.
Le matériel et le produit des fouilles, d'abord entreposés dans un sous-sol du lycée Robert-Schuman, sont transférés dans deux garages de la rue des Murs mis à disposition par la municipalité de Metz.

13 – Lefebvre (Claude), « Bilan des activités du Groupe universitaire messin de recherche archéologique, 1978-début 1980 », dans *Les Cahiers lorrains*, 1980-4, p. 117-119.
14 – *Actes du colloque international de Tours*, 17-20 novembre 1980, Paris, 1982, p. 37

Une formation théorique et pratique

Les membres de l'association acquièrent aussi une formation pratique en participant aux deux fouilles programmées que dirige C. Lefebvre[15] ou sur d'autres sites français[16].

Pour remédier au manque – avant 1985 – de formation archéologique à l'université de Metz, ils bénéficient – outre la formation en interne aux objectifs et aux méthodes de l'archéologie – des connaissances de Pierre-Édouard Wagner, alors conservateur au musée de Metz, sur l'histoire médiévale de la ville. Plusieurs acteurs de l'archéologie régionale viennent également faire des exposés sur différents sites lorrains[17]. Le minibus de l'association permet aux membres d'assister aux cours publics d'Antiquité nationale donnés par Y. Burnand à l'université de Nancy ou à ceux de céramologie par Marcel Lutz à l'université de Metz et, également, de participer à des colloques à travers la France[18].

Vers une politique d'archéologie urbaine

Le bon fonctionnement de l'antenne archéologique messine doit permettre, dans l'esprit des fondateurs du GUMRA de passer d'une politique de sauvetage urgent aux prémices d'une archéologie urbaine, dans les limites imposées par l'action bénévole : les dirigeants du groupe sont en effet très conscients qu'ils ne pourront faire face aux grandes opérations d'urbanisme prévisibles. Or, la municipalité est indifférente[19] et le soutien ne peut venir de la direction des antiquités historiques de Lorraine qui ne dispose d'aucun moyen et dont le directeur est un universitaire non archéologue.

Malgré ces conditions peu favorables, le responsable de l'antenne entreprend une carte des épaisseurs des niveaux archéologiques en analysant les rapports des carottages géologiques réalisés dans le passé lors des travaux d'urbanisme.

Pour ne plus intervenir uniquement dans l'urgence, il faut avoir accès aux demandes de permis de construire : l'architecte des Bâtiments de France, Nadia Devinoy, apporte alors tout son soutien aux initiatives des archéologues et transmet à C. Lefebvre, pour avis, les demandes de permis de construire qui passent par son service[20]. Les premiers accords sont conclus, en amont des travaux, avec les aménageurs, le Crédit immobilier par exemple, pour participer financièrement à de petites fouilles de sauvetage urgent : ces mini-conventions annoncent l'avenir. Plus représentatives sont les trois opérations préventives (deux en 1982 et une en 1983) appelées « sauvetages programmés » qui mettent en rapport la direction des antiquités et l'aménageur. Celui concernant le petit amphithéâtre gallo-romain, rue Sainte-Marie, que dirige en 1982 P. Brunella, membre fondateur du GUMRA, est le plus significatif. Les premières heures de vacation payées par l'AFAN (Association pour les fouilles archéologiques nationales) pour l'archéologie messine sont utilisées pour la première fois à l'occasion de ce chantier[21].

15 – La nécropole médiévale de Châtel-Saint-Germain (1979-1991) et les *oppida* du plateau de Jastres en Ardèche (1974-1993).

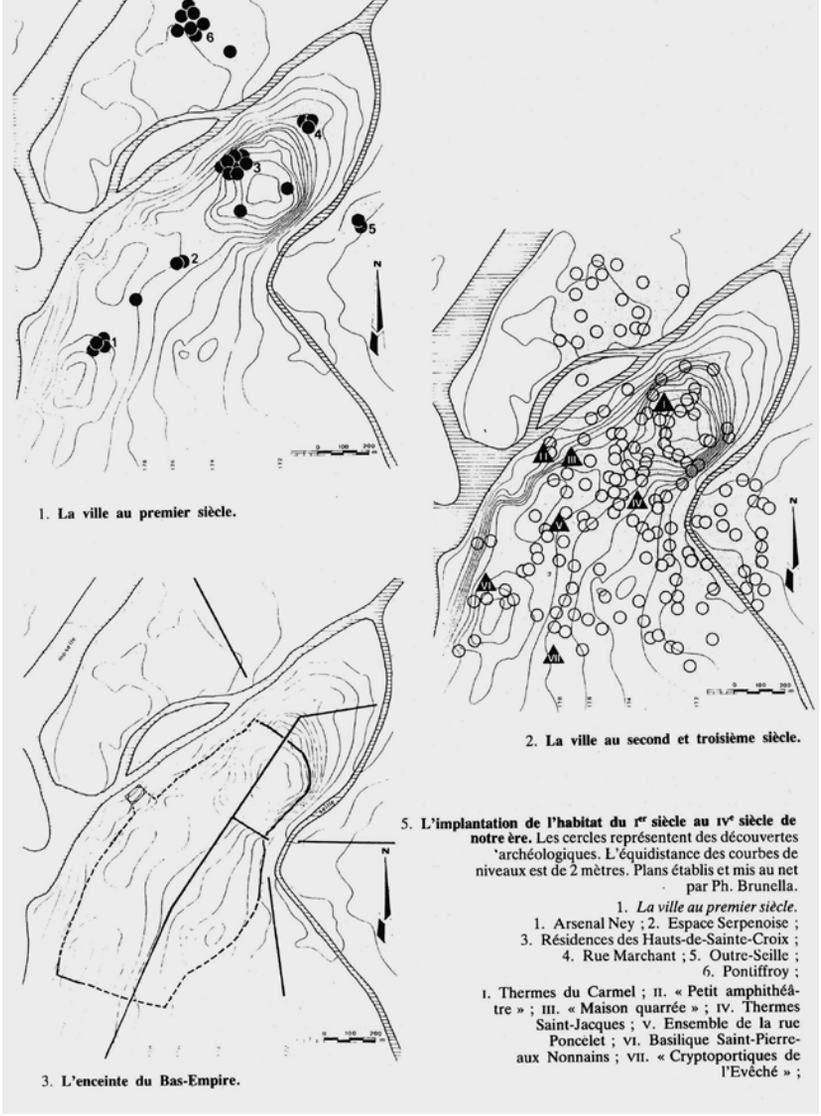
16 – Saint-Romain-en-Gal (Isère), *Ruscino* (Château-Roussillon, Pyrénées-Orientales) par exemple.

17 – L. Olivier sur les *tumuli* menacés par les travaux agricoles de la région de Bayon ; J.-P. Bertaux sur les canalisations antiques de Grand ; J. Guillaume sur les nécropoles mérovingiennes de la région ; D. Heckenbenner sur les peintures murales de la villa gallo-romaine de Saint-Ulrich.

18 – Sur les peintures murales romaines à Sarrebourg en 1981 ; sur l'archéologie urbaine à Reims en 1982 ; sur les villes romaines de la Gaule Belgique à Saint-Riquier (Somme) la même année ; sur l'architecture en terre crue à Lyon en 1983 ; sur la céramique lors des congrès de la SFECAG à Vichy en 1981, à Metz en 1982, à Fréjus en 1984.

19 – Conscient des limites du bénévolat, C. Lefebvre élabore, à l'automne 1983, un rapport sur la nécessité de la création d'un service municipal d'archéologie préventive qu'il remet à Jacques Faudon, 1er adjoint au maire de Metz, Jean-Marie Rausch. Ce dernier, considérant que l'archéologie relevait de la compétence scientifique et financière de l'État, resta sur cette position qu'il avait déjà développée à l'attention de l'archéologue lors d'une visite du chantier des Hauts-de-Sainte-Croix par le conseil municipal (été 1983).

20 – Les permis pouvaient être assortis d'une réserve en application de l'article R 111-3-2 du Code de l'urbanisme dont le champ d'action concerne aussi les vestiges archéologiques.



2 - Plans diachroniques réalisés par P. Brunella et C. Lefebvre montrant pour la première fois l'évolution de la topographie urbaine de Metz antique, en opposition aux plans figés et synthétiques des historiens antérieurs. Extrait de Le Moigne (François-Yves), dir., *Histoire de Metz*, Privat, 1986, p. 18.

Parallèlement à ses activités de terrain, le GUMRA mène également une réflexion théorique sur Metz antique. En utilisant les méthodes de la critique historique, tous les écrits, dessins et plans, proposés depuis le XIXe siècle, concernant *Divodurum*, Metz antique, sont passés en revue par C. Lefebvre et P. Brunella. Les erreurs, les hypothèses reprises et transformées en affirmations, les partis pris sont ainsi confrontés aux réalités archéologiques dûment attestées. Les recherches portent sur l'organisation spatiale du fait urbain (topographie ; nature du site protohistorique ; quadrillage urbain à l'époque gallo-romaine ; nature et orientation des monuments connus ; datation, tracé et construction de l'enceinte tardive). Un nouveau plan de Metz antique est proposé qui s'éloigne des représentations rêvées dans les années 1970 par Jean Thiriot[22] et René Jolin[23]. Les résultats de cette réflexion sont présentés par C. Lefebvre sous la forme d'une communication au colloque international portant sur « Les villes de la Gaule Belgique au Haut-Empire » qui se tient à l'abbaye de Saint-Riquier (Somme) en octobre 1982[24]. Avec P. Brunella il poursuit dans la même optique en établissant pour la première fois un plan diachronique de la ville antique publié dans l'*Histoire de Metz* paru en 1986[25] (fig. 2).

21 – Association loi 1901 placée sous la tutelle de l'État. Son rôle officiel était de gérer les crédits du ministère de la culture et d'aménageurs privés ou publics dans le but de réaliser des opérations d'archéologie. Elle disparaît en 2001 pour laisser place à l'INRAP.

22 – Thiriot (Jean), *Portes, tours et murailles de la cité de Metz. Une évocation de l'enceinte urbaine aux XVIe et XVIIe siècles*, Metz, coop. d'édition, 1970, p. 12.

23 – Jolin (René), « Vestiges romains entre la rue des Clercs et Nexirue à Metz », dans *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, 77 (1977), p. 17-25.

24 – Lefebvre (Claude) et Wagner (Pierre-Édouard), « Metz antique. Remarques sur la connaissance de l'organisation spatiale », dans *Les villes de la Gaule Belgique du Haut Empire*, Actes du colloque de Saint-Riquier, 22-24 octobre 1982, *Revue archéologique de Picardie*, 1984 (3-4), p. 149-169.

25 – Lefebvre (Claude), dans Le Moigne (François-Yves), dir., *Histoire de Metz*, Toulouse, Privat, 1986, p. 18.

3 - Restauration de peintures murales romaines (sauvetage urgent rue Dupont-des-Loges, Metz, 1977) dans les locaux du GUMRA en 1980-1981. © Coll. GUMRA.

Entre 1978 et 1983, le GUMRA réalisa quatorze fouilles de sauvetage urgent, trente prospections et surveillances de travaux à Metz ou dans le département de la Moselle, ainsi que trois fouilles de « sauvetage programmé » concernant le bassin de l'aqueduc antique à Ars-sur-Moselle, le petit amphithéâtre romain à Metz en 1982 et la première tranche de l'arsenal Ney en 1983. L'association est la première à avoir ébauché une archéologie du bâti en Lorraine, ainsi rue du Pont-Sailly, dans une ancienne maison protestante du XVI[e] siècle[26] ou encore dans une cave médiévale de la rue Dupont-des-Loges. Elle a recours également aux méthodes nouvelles d'analyse et de datation : analyse anthropologique et datation au carbone 14 (église Saint-Livier, 1979)[27], datation dendrochronologique sur des bois antiques (Hauts-de-Sainte-Croix, 1983), restauration des objets en métal par le laboratoire archéologique des métaux de Jarville (Meurthe-et-Moselle), restauration d'enduits peints gallo-romains (rue Dupont-des-Loges, 1977) dans les locaux de l'antenne sous la direction de Dominique Heckenbenner, spécialiste lorraine de ce travail (fig. 3).

Pendant trois mois, à l'automne 1983, le Groupe présente une exposition dans le hall de l'hôtel de ville de Metz consacrée à l'histoire de l'archéologie messine depuis le XVI[e] siècle et au bilan de l'association. Cette exposition, par la suite, tourna dans plusieurs établissements scolaires.

Mais le chantier des Hauts-de-Sainte-Croix, qui débute au printemps 1983, constitue une nouvelle crise et un tournant de l'archéologie messine.

DE L'ARCHÉOLOGIE BÉNÉVOLE À L'ARCHÉOLOGIE PROFESSIONNELLE (1983-1992)

Un détonateur : le scandale archéologique des Hauts-de-Sainte-Croix

En 1980, le responsable de l'antenne messine est informé de l'existence d'un projet immobilier non imminent derrière la cité administrative de Metz sur la colline qui a connu les premières formes d'urbanisation à l'époque celtique : il prévient Y. Burnand. Mais deux ans plus tard, un jeune architecte des Bâtiments de France stagiaire accorde le permis de construire sans transmettre la demande au responsable de l'antenne, comme le faisait habituellement N. Devinoy. Il concerne trois grands immeubles et deux niveaux de parkings souterrains.

Le GUMRA mobilise étudiants, enseignants, retraités, chômeurs et toutes les personnes intéressées disponibles. En juin 1983, sous la direction de C. Lefebvre, qui a obtenu un congé exceptionnel du recteur de l'Académie, un sauvetage urgent commence pour une durée de trois mois. Au départ, les conditions de concertation avec l'aménageur sont bonnes, à la suite d'un compromis établi dès le 4 mai : les fouilles consistent essentiellement en la rectification de l'ensemble des coupes très stratifiées crées par les engins de chantier et la réalisation de grands sondages.

Cependant, devant l'ampleur des découvertes (3000 m² d'un quartier protohistorique et gallo-romain intact sur une épaisseur de 2 à 4 m très stratifiée, ainsi qu'une nécropole protohistorique

26 – Des peintures murales représentant des scènes bibliques sont mises au jour après enlèvement des crépis qui les recouvraient. Elles sont exposées au musée de la Cour d'Or-Metz Métropole.

27 – Lefebvre (Claude), « Archéologie dans l'église Saint-Livier à Metz (Moselle) », dans *Études offertes à Jean Schaub*, Blesa, 1, 1993, p. 295-331.

4 - Une course de vitesse inégale et désespérée des fouilleurs face aux pelleteuses (sauvetage urgent des Hauts-de-Sainte-Croix, Metz, juin-juillet 1983). © Coll. GUMRA.

des III^e-II^e s. av. J.-C.), les délais deviennent difficiles à tenir. Les conditions de fouille se dégradent du fait qu'une entreprise de terrassement ne respecte pas les accords conclus. Le groupe initial est rejoint par une équipe de préhistoriens déterminés. Le conflit larvé avec l'aménageur se radicalise : accepter de nouveaux compromis ne conduit-il pas à cautionner la destruction de la bourgade gauloise à l'origine de la ville romaine, sans pouvoir l'étudier ?

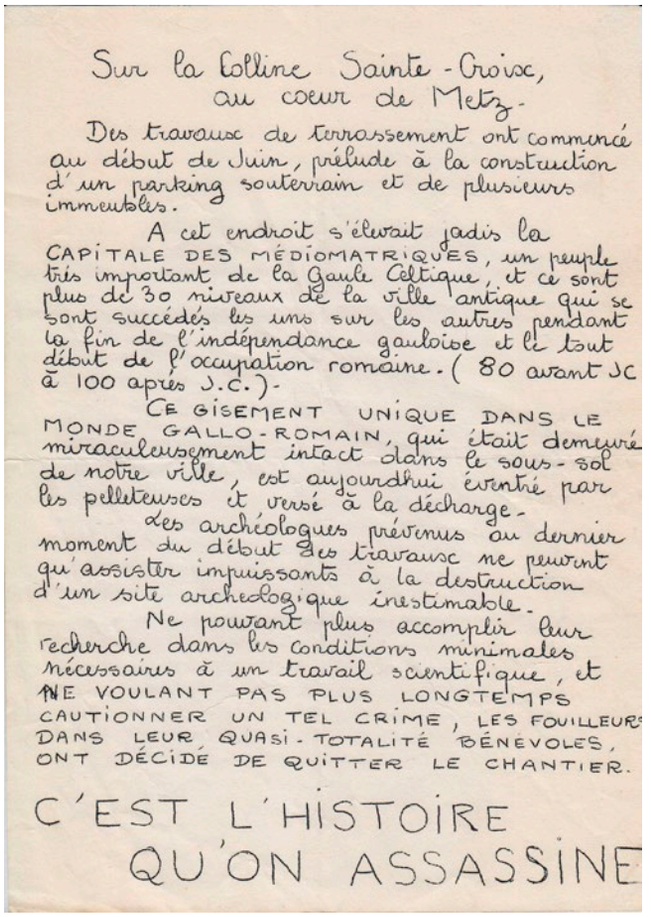
La destruction partielle de la nécropole celtique marque l'apogée du conflit : blocage des pelleteuses par les fouilleurs qui se jettent dans les godets (fig. 4), accrochage d'un mannequin portant l'inscription « *C'est l'histoire qu'on assassine* » à l'extrémité de la flèche d'une grue, « grève » des fouilleurs bénévoles pour bloquer le travail des pelleteurs en les privant de toute directive, affichage en ville, distributions de tracts (fig. 5)… Les médias régionaux et nationaux[28] sont alertés et 5000 visiteurs sont venus sur le site en juin et juillet, mais juridiquement la situation n'est pas favorable aux archéologues. Finalement l'arbitrage de l'État, suite à une mission d'un inspecteur général de l'archéologie, Y. de Kisch, qui organise deux réunions en préfecture (4 et 21 juillet), aboutit à un dernier compromis, dérisoire et coûteux, consacrant une nouvelle défaite de l'archéologie : il définit un secteur de fouille – protégé par une dalle de béton construite sur de gros piliers – limité à 300 m² sur une épaisseur résiduelle de seulement 1,50 à 2,50 m. L'aménageur prévoit une durée des travaux de quatre années. P. Brunella prend la direction de ce nouveau chantier.

Ce scandale a eu toutefois deux conséquences positives. D'une part, sur le plan archéologique et historique, la connaissance de Metz antique a progressé avec la découverte d'une nécropole celtique à incinération datée des III^e-II^e s. av. J.-C.[29] et la mise en évidence que l'habitat de la ville gauloise et gallo-romaine est – jusqu'à la fin du I^er s. de notre ère – construit de terre et de bois[30]. D'autre part, sur le plan institutionnel, l'État va faire pour la Lorraine ce qu'il a commencé à faire dans quelques régions : professionnaliser l'archéologie en remplaçant les directeurs des antiquités indemnitaires par des directeurs à plein temps dotés désormais d'un service structuré et développé.

28 – *L'Est Républicain*, 5 août ; *Le Point*, 1^er août ; *Die Welt*, semaine du 15 août ; *Le Figaro*, 15 sept. ; *Sciences et Avenir*, nov. ; l'article le plus percutant et le plus précis paraît en octobre 1983 sous la plume de C. Richet dans *Archeologia* et met en cause la responsabilité de la mairie de Metz, de la direction des antiquités historiques et du promoteur.

29 – Fichtl (Stephan), Delneff (Hélène), Lefebvre (Claude) et Brunella (Philippe), « Une nécropole de la Tène moyenne à Metz : les Hauts-de-Sainte-Croix », dans *Archeologia Mosellana*, 6 (2005), p. 359-383.

30 – Blouet (Vincent) *et al.*, « La Lorraine », dans *Architecture de terre et de bois* 1985, p. 103-112 (*Documents d'archéologie française*, 2) ; Lefebvre (Claude), dans Le Moigne (François-Yves), dir., *Histoire de Metz*, Toulouse, Privat, 1986, p. 12-22.



Sur la Colline Sainte-Croix,
au coeur de Metz.

Des travaux de terrassement ont commencé au début de Juin, prélude à la construction d'un parking souterrain et de plusieurs immeubles.

A cet endroit s'élevait jadis la CAPITALE DES MÉDIOMATRIQUES, un peuple très important de la Gaule Celtique, et ce sont plus de 30 niveaux de la ville antique qui se sont succédés les uns sur les autres pendant la fin de l'indépendance gauloise et le tout début de l'occupation romaine. (80 avant JC à 100 après J.C.).

CE GISEMENT UNIQUE DANS LE MONDE GALLO-ROMAIN, qui était demeuré miraculeusement intact dans le sous-sol de notre ville, est aujourdhui éventré par les pelleteuses et versé à la décharge.

Les archéologues prévenus au dernier moment du début des travaux ne peuvent qu'assister impuissants à la destruction d'un site archéologique inestimable.

Ne pouvant plus accomplir leur recherche dans les conditions minimales nécessaires à un travail scientifique, et NE VOULANT PAS PLUS LONGTEMPS CAUTIONNER UN TEL CRIME, LES FOUILLEURS DANS LEUR QUASI-TOTALITÉ BÉNÉVOLES, ONT DÉCIDÉ DE QUITTER LE CHANTIER.

C'EST L'HISTOIRE
QU'ON ASSASSINE

5 - Tract distribué dans Metz lors de la grève des fouilleurs pour protester contre la destruction des vestiges archéologiques (sauvetage urgent des Hauts-de-Sainte-Croix, Metz, juillet 1983). © Coll. GUMRA.

La création par l'État d'une archéologie professionnelle (automne 1983)

L'affaire des Hauts-de-Sainte-Croix a montré les limites de l'archéologie bénévole que les responsables du GUMRA n'ont cessé de dénoncer en réclamant à l'État des créations de postes et, à la mairie, la mise en place d'un service d'archéologie municipale. En fait, il fallut attendre près de vingt-cinq ans pour voir la création en 2007 d'un service archéologique centré essentiellement sur la ville et son agglomération.

La fin de l'année 1983 marque donc les débuts de l'archéologie professionnelle en Lorraine. Les deux directions des antiquités historiques et préhistoriques sont réunies en une seule entité installée à Metz, dans les locaux de l'antenne archéologique à la DRAC, place de Chambre, et Michel Colardelle en devient le premier directeur à plein temps. En outre, des conservateurs et ingénieurs en archéologie sont nommés. La réussite de la mise en place de la politique de conventions entre les archéologues et les aménageurs réside dans la personnalité et le parcours de M. Colardelle en Rhône-Alpes, région pilote en matière d'archéologie préventive[31]. À Metz, les premières conventions entre la direction des antiquités et les aménageurs sont signées dès 1984.

Une phase de transition pour le bénévolat messin (1984-1985)

Ayant atteint leur but, la professionnalisation de l'archéologie, les responsables du GUMRA envisagent alors de dissoudre leur association, mais M. Colardelle leur demande de l'épauler en participant aux négociations avec les aménageurs en vue des futurs chantiers qui s'annoncent. Défenseur du bénévolat, le directeur des antiquités reconnaît le travail fourni par les archéologues messins durant les cinq années écoulées et il a également besoin de leurs connaissances archéologiques sur Metz. Il cosigne avec C. Lefebvre un article sur la situation de l'archéologie urbaine à Metz[32] et, après avoir maintenu quelque temps l'association à la DRAC dans l'ex-antenne devenue le siège de la nouvelle direction des antiquités, il réinstalle le GUMRA dans un local loué spécialement pour lui en ville[33]. Le travail fourni par l'association trouve sa reconnaissance à partir de 1984 : son fondateur devient chargé de cours d'archéologie à l'université de Metz. Ses travaux et son engagement associatif le font désigner par le ministre de la culture, Jack Lang, comme représentant de l'archéologie bénévole au Conseil supérieur de la recherche archéologique (organisme qui élabore la politique

31 – Lasfargues (Jacques), « Naissance de l'archéologie préventive en Rhône-Alpes », dans Demoule (Jean-Paul) et Landes (Christian), éd., *La fabrique de l'archéologie en France*, Paris, La Découverte, 2009, p. 178-180.

32 – Colardelle (Michel) et Lefebvre (Claude), « L'exemple de Metz », dans *Monuments historiques, Archéologie et projet urbain*, 136 (décembre 1984-janvier 1985), p. 49-54.

33 – Cette situation – étonnante – dura deux ans jusqu'à ce que l'association réintègre la DRAC dans un sous-sol aménagé avec bureau et laboratoire.

archéologique nationale) et par le préfet de région à la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique (COREPHAE) et au collège régional du patrimoine et des sites.
Les premiers chantiers mis en place par des conventions entre l'État et des aménageurs sont confiés à des responsables de l'association : P. Brunella (Hauts-de-Sainte-Croix) et D. Heckenbenner (Arsenal). D'autres obtiennent des vacations comme fouilleurs avant de devenir responsables d'opération comme Murielle Georges ou Franck Gama. Plusieurs membres sont également rémunérés pour effectuer l'inventaire et évaluer l'emprise des caves du centre-ville afin de renseigner la « carte archéologique » en cours d'élaboration.
Pendant cette période de transition, le GUMRA fournit aussi une aide matérielle (véhicules, théodolite, etc.) à une demi-douzaine de chantiers messins et à quelques opérations extérieures (Vandières, Florange). Son topographe, Claude Voignier, effectue trente-cinq relevés entre 1984 et 1994, dont huit à Metz et dix en Moselle.

Une réorientation des activités du GUMRA

Les successeurs de Michel Colardelle poursuivent cette collaboration jusqu'à la fin de la décennie 1980. Mais l'organisation progressive et la professionnalisation de l'archéologie préventive rendent le recours au bénévolat de moins en moins nécessaire. L'association réoriente ses activités dans trois directions que la direction des antiquités n'a ni le temps ni les moyens de prendre en charge.
D'une part, l'animation avec une trentaine de visites de chantier (complétées souvent par une petite exposition), autant de conférences et d'exposés présentés par P. Brunella et C. Lefebvre (à Metz, Nancy, Strasbourg et Lyon devant des publics d'étudiants ou de personnes concernées par le patrimoine) et, enfin, une quarantaine d'animations en milieu scolaire dans les secteurs de Metz et Thionville sous la responsabilité d'Éric Castanos. D'autre part, l'organisation de stages et l'accueil de chercheurs : neuf stages sont proposés, le premier à la demande du directeur des antiquités en 1985, pour former les fouilleurs bénévoles de Lorraine au dessin technique des tessons de céramique, les autres étant destinés à des personnels de syndicats d'initiative et à des professeurs du second degré en formation continue. Parallèlement l'association accueille de jeunes chercheurs de l'est de la France, mais aussi de Suisse, de RFA et du Royaume-Uni.
Enfin, l'action sociale : les membres du GUMRA, engagés sur des chantiers prennent en charge des personnes bénéficiant d'emplois aidés (travaux d'utilité collective ou TUC) ou condamnées à effectuer un travail d'intérêt général (TIG). Entre 1986 et 1990, la collaboration à l'animation estivale de la ville de Metz concerne des jeunes à qui sont proposés des travaux pratiques, des visites et même une participation à la fouille (Arsenal).

Si, à deux exceptions près (sépultures mérovingiennes d'Orny [Moselle] et mosaïque de la rue de la Princerie à Metz), l'association n'est plus sollicitée pour effectuer des fouilles de sauvetage, l'activité archéologique de terrain est toujours très importante grâce aux prospections et surveillances de travaux organisées par Christian Pautrot (soixante-neuf entre 1984 et 1990) et aux deux importantes fouilles programmées dirigées par C. Lefebvre (protohistorique en Ardèche, médiévale au Mont-Saint-Germain près de Metz) qui attirent de nombreux fouilleurs durant les vacances scolaires.
Une douzaine d'articles sont rédigés consacrés principalement à Metz et à son aqueduc ainsi que quelques dépliants et une pochette de diapositives pour le Centre de documentation pédagogique.
L'ensemble de ces activités nécessite deux à trois réunions hebdomadaires. Elles se déroulent dans les locaux de la DRAC à Metz, ainsi qu'au centre culturel de Châtel-Saint-Germain et elles attirent régulièrement entre quinze et vingt personnes (pour plus d'une centaine de cartes d'adhésion vendues). Le recrutement du GUMRA s'élargit : aux lycéens et étudiants s'ajoutent des personnes engagées dans la vie active et des retraités tandis que la base sociologique se diversifie : l'ouvrier côtoie le cadre supérieur. Comme au début de son existence, l'association organise pour ses membres des activités de loisir (randonnées, ski, etc.).

Les dernières collaborations avec les services de l'État

En 1988, le GUMRA reçoit le prix d'histoire de l'Académie nationale de Metz pour ses dix ans d'activité. La même année il réalise, en collaboration avec la direction des antiquités préhistoriques et historiques de Lorraine, une grande exposition à l'École des Arts appliqués de Metz, *Le passé du futur* (fig. 6), et la publication d'une brochure de soixante-quinze pages *Metz, cinq années de recherches archéologiques, 1982-1987*, qui renouvelle les connaissances sur la ville antique et médiévale[34].

L'ultime entreprise est la création en 1987 d'une association dérivée, le GUMRAU (Groupe universitaire messin de recherche en archéologie urbaine), qui associe des archéologues et des historiens pour élaborer un document d'étude du patrimoine archéologique et urbain (DEPAU) à la demande du ministère de la culture[35]. C. Lefebvre et P. Brunella sont nommés respectivement chargé d'étude et responsable scientifique de l'opération. Cet outil de réflexion et de sensibilisation constitue une synthèse des connaissances sur l'évolution de la topographie urbaine assortie de cartes thématiques et chronologiques. Il paraît en 1992[36].

La fin des deux fouilles programmées auxquelles participait l'association, en 1991 et 1993, entraîne son déclin. En 1994, le GUMRA quitte la DRAC pour s'installer dans les locaux du Cercle archéologique et historique de Châtel-Saint-Germain, que les dirigeants du Groupe messin animent également. Seule, une petite équipe subsiste pour préparer les publications.

CONCLUSION

De 1978 à 1990, le groupe a développé une activité foisonnante tout à la fois scientifique, culturelle et sociale et joué un rôle important dans la transition entre une archéologie bénévole et une archéologie professionnelle.

À son bilan : vingt fouilles de sauvetage dont trois sauvetages programmés et un nombre équivalent d'articles et de participations à des ouvrages, sans compter les publications des deux fouilles programmées survenues plus tard et dont l'existence dépassait le cadre précis définis par les objectifs de l'association.

Son rayonnement fut réel, comme en ont témoigné les prix et les récompenses reçus et comme en témoignent aujourd'hui les références au GUMRA qui apparaissent régulièrement dans les discours prononcés par les responsables de Metz Métropole lors de manifestations célébrant l'archéologie[37]. Ce rayonnement s'explique par le fait que les deux fondateurs, C. Lefebvre et P. Brunella, ont partagé les mêmes objectifs, un même état d'esprit quasi professionnel et utilisé des méthodes encore peu courantes à l'époque dans le milieu associatif défendant le patrimoine :

- en recréant une archéologie de sauvetage dans le cadre des directives du ministère de la culture et en le faisant savoir ;
- en utilisant au maximum le relais des médias : une trentaine d'articles parus dans le quotidien *Le Républicain lorrain* entre 1979 et 1987 et des interventions dans les radios locales, voire nationales, et sur FR3. L'information du public fut toujours une priorité ;
- en cultivant des relations étroites avec les institutions administratives et culturelles, avec les élus des collectivités locales et avec les universités.

34 – Complétée et rééditée en 1990.

35 – Brunella (Philippe), « Un nouvel outil pour les archéologues messins : le Document d'Évaluation du Patrimoine Archéologique de la ville de Metz », dans *Les Cahiers lorrains*, 2, 1990, p. 175-176.

36 – Brunella (Philippe), Dautremont (Nathalie), Thion (Pierre) et Wagner (Pierre-Édouard), dir., *Metz, document d'évaluation du patrimoine archéologique urbain*, Tours, CNAU, AFAN, 1992, 117 p., 13 plans h. t.

37 – Dans son discours prononcé en 2012, lors de l'inauguration de la Maison de l'archéologie et du patrimoine, Dominique Gros, maire de Metz, eut ces mots : « *N'oublions pas que tout a commencé il y a trente ans avec le GUMRA qui a inventé l'archéologie préventive à Metz* ».

6 - L'information du public est une priorité : visiteurs de l'exposition *Le passé du futur* montée notamment par des membres du GUMRA illustrant dix années de fouilles urbaines (École des Arts appliqués, Metz, 1988). © Coll. GUMRA.

« Vous avez remplacé l'État quand celui-ci a failli à sa tâche », a dit en 1993 M. Colardelle devenu conseiller technique du ministre de la culture[38]. L'association a assumé jusqu'en 1983 le travail et les responsabilités que la direction des antiquités historiques ne pouvait et ne voulait pas tenir. Elle a fait renaître une archéologie de sauvetage officielle et posé les premiers jalons d'une archéologie urbaine. Avec l'affaire des Hauts-de-Sainte-Croix, elle a contribué à précipiter le cours des choses et la professionnalisation de l'archéologie lorraine. Certains membres du GUMRA ont par ailleurs prolongé leur engagement bénévole au service du patrimoine par une carrière professionnelle[39]. L'association existe toujours, mais se consacre uniquement à l'étude de l'aqueduc antique de Metz sur le tracé duquel elle a réalisé un important sauvetage urgent en 2016.

38 – Article du *Républicain lorrain* du 26 mai 1993 (« L'archéologie lorraine en fête »).

39 – Murielle Georges-Leroy est aujourd'hui inspectrice du patrimoine (collège archéologie) au ministère de la culture et de la communication après avoir été conservatrice en chef et responsable du service régional de l'archéologie (SRA) de Lorraine ; Marielle Doridat-Morel est documentaliste au SRA de Lorraine (DRAC Grand-Est) ; Philippe Brunella a été directeur adjoint du parc archéologique européen de Bliesbruck et il est aujourd'hui conservateur en chef du patrimoine et dirige le musée de la Cour d'or-Metz Métropole ; Isabelle Bourger est chef de projet « valorisation du patrimoine » à la ville de Nancy; Dominique Heckenbenner est conservatrice honoraire du musée archéologique de Sarrebourg et toujours archéologue des Vosges du nord ; Franck Gama, après avoir été archéologue de la ville de Verdun, est ingénieur d'étude à l'INRAP ; Claude Lefebvre, professeur agrégé honoraire au lycée Fabert de Metz, docteur en histoire ancienne et archéologie, a enseigné pendant 21 ans l'archéologie à l'université de Metz. Ses fouilles programmées (qui ont joué un grand rôle dans l'histoire du GUMRA) ont donné lieu à la publication de deux ouvrages dans des collections universitaires ; actuellement, il dirige un projet d'étude sur l'aqueduc antique de Metz.

BIBLIOGRAPHIE

Philippe Brunella, Nathalie Dautremont, Pierre Thion et Pierre-Édouard Wagner (dir.), *Metz, document d'évaluation du patrimoine archéologique urbain*, Tours, CNAU, AFAN, 1992, 117 p.

Philippe Brunella, Dominique Heckenbenner, Claude Lefebvre et Pierre Thion, *Metz. Cinq années de recherches archéologiques, 1982-1987*, Metz, DAHPL, GUMRA, 1988, 75 p. (2e édition augmentée, 1990).

Julien Trapp, *L'archéologie à Metz. Des antiquaires à l'archéologie préventive (1750-2008)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 178 p.

Julien Trapp, « Écrire l'histoire de Metz-Divodurum. L'apport de plus d'un demi-siècle d'archéologie », *Annales de l'Est*, 2017, p. 107-123.